



## Dégel du point d'indice dans la fonction publique, on dit merci qui ?

**Quelle surprise ! Amélie de Montchalin, ministre de la fonction publique annonce, le 14 mars 2022, le dégel du point d'indice des fonctionnaires. C'est marrant quand même, à quelques jours d'une mobilisation intersyndicale pour réclamer la revalorisation des salaires et à quelques semaines des présidentielles...**

On en vient même à se demander s'il ne s'agirait pas d'une sordide tentative de séduction... mais la ministre assure que **ce n'est ni une « décision électoraliste », ni une « décision politique »**. Mais alors, de quoi s'agit-il Amélie ? Vous qui, jusqu'alors, étiez fermement opposée au dégel du point d'indice, vous voilà désormais favorable ? Comme c'est étrange. S'agirait-il d'une des nombreuses conséquences du réchauffement climatique ?

Depuis 2010, nous, fonctionnaires, sommes devenu·e·s des expert·e·s en contorsions et autres acrobaties budgétaires pour tenter de surmonter la flambée du coût de la vie, à moyens constants, puisque l'indice qui sert à calculer nos traitements était quasi gelé (une « revalorisation » en deux fois, équivalente à 1,2 %, donc bien en deçà de l'inflation).

Donc, depuis des années, nous ahanons et tirons la langue pour joindre les deux bouts. Et soudain, on se soucie de nous, une ministre nous annonce même qu'elle va nous lancer un os à ronger. Bon, elle nous dit quand même qu'on ne l'aura pas tout de suite (c'est pour l'été) et on préfère, côté ministère, rester dans le flou quant au montant du rattrapage envisagé.

Difficile, dans ces conditions, de faire confiance et se dire que notre voix a été entendue.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes fatigué·e·s de tous ces discours et effets d'annonce qui sonnent creux.

**Nous attendons des actes et des gestes forts, dans un contexte où les inégalités s'aggravent avec la flambée des prix et la hausse de l'inflation (+3,6 % en un an selon l'INSEE).**

**Nous réclamons respect et considération, au vu des efforts et des sacrifices consentis ces dernières années, dans toutes les fonctions publiques, comme dans notre ministère, celui de l'agriculture.**

**Et cela passe aussi, Madame la Ministre, par une revalorisation de nos traitements à même de nous permettre de vivre dignement.**